

Inter Pares renforce les mouvements sociaux en étant le trait d'union entre des personnes et des combats, au Canada et ailleurs. Guidée par les principes féministes d'égalité et de solidarité, notre petite équipe se charge de lever des fonds, de fournir un soutien organisationnel et d'inciter l'opinion publique et les décideurs à modifier les lois et politiques qui ne favorisent qu'une minorité puissante.

En 2012, Inter Pares a apporté un appui financier d'une valeur de 4,9 millions de dollars à ses homologues, en Afrique, en Asie, en Amérique latine et au Canada. Les relations avec chaque homologue sont uniques, adaptées au besoin de chaque organisation et à nos actions communes. À leur tour, nos homologues facilitent notre compréhension des problématiques et contribuent aux activités de plaidoyer et à l'élaboration des programmes d'Inter Pares.

Voici quelques faits saillants de la dernière année. Pour voir plus de photos, lire plus d'histoires et en savoir plus, rendez-vous au www.interpares.ca.



Diego, José et Juan Luis, trois organisateurs communautaires d'Amérique latine oeuvrant sur les droits des travailleurs migrants, lors de leur visite au Canada en octobre.

Le Canada compte de plus en plus sur les travailleuses et travailleurs migrants temporaires pour faire tourner divers secteurs de l'économie. Cependant, les structures juridiques encadrant les programmes de travailleuses et travailleurs migrants et l'absence de mécanismes de surveillance et d'application efficaces laissent la porte ouverte aux abus. En février 2012, Project Counselling Service (PCS) a organisé la première conférence méso-américaine sur les programmes de travailleurs migrants temporaires réunissant plus de 140 participants représentant des organisations syndicales, de défense

Amérique Latine

des droits de la personne et de justice sociale de six pays. Les témoignages des travailleuses et travailleurs migrants ont été le temps fort de cet événement. Récit après récit, on prenait la mesure de l'ampleur des abus commis par les agences d'emploi qui, dans les pays d'origine, perçoivent des frais aussi illégaux qu'exorbitants et laissent les travailleuses et les travailleurs se faire exploiter au Canada et ailleurs. Pour faire suite à cette conférence, en octobre 2012, Inter Pares et PCS ont organisé, au Canada, une tournée de trois militants communautaires qui oeuvrent à la défense des droits des travailleuses et travailleurs migrants du Guatemala. Parmi eux, il y avait José Sicajau, président de l'Association des Guatémaltèques unis pour nos droits (AGUND), une organisation communautaire formée de 60 anciens travailleurs ou travailleuses migrantes inscrits sur une liste noire pour avoir dénoncé les abus.

Il y a plusieurs années, au Pérou, face au refus du gouvernement d'enquêter sur les innombrables disparitions survenues

au cours du conflit armé, l'Association des proches de personnes disparues, détenues et assassinées de Huancavelica (ADFADA) a décidé de prendre les choses en main. En collaboration avec le procureur général pour les droits de la personne de Huancavelica et avec l'appui d'Inter Pares et de PCS, l'ADFADA a fouillé les régions montagneuses du Pérou à la recherche de fosses communes, en interrogeant les habitants et axant ses efforts sur les zones se trouvant à proximité d'anciennes bases militaires. En juin, deux sites ont été repérés et dix corps exhumés par les services du procureur général. Deux corps ont été identifiés; ce sont les restes de proches de membres de l'ADFADA. Aussi pénible qu'ait été cette épreuve pour eux, ils ont été encouragés par les résultats. L'ADFADA pense donc poursuivre ses recherches pour que d'autres familles puissent enfin faire leur deuil et enterrer leurs êtres chers dans l'amour et la dignité. En outre, la découverte des corps permet désormais au procureur général d'entamer un processus judiciaire pour identifier les auteurs des assassinats afin de rendre justice aux victimes.



Atelier de recherche sur l'accaparement des terres, Guinée-Bissau.

Les investisseurs étrangers, notamment les entreprises canadiennes, acquièrent de vastes étendues de terre dans le Sud mondialisé, les louant souvent pour 99 ans, pour y produire des cultures vivrières et des agrocarburants destinés à l'exportation. En dépit de la faim chronique qui sévit en Afrique subsaharienne, c'est là qu'ont lieu plus de 70 % de ce type de transactions foncières dans le monde. Ces transactions, mieux connues en tant qu'« accaparement des terres », se déroulent bien souvent dans le plus grand secret; les personnes les plus touchées, les pasteurs et petits agriculteurs, n'en sont informés, dans la plupart des cas, qu'au moment où les buldozeurs les

Afrique

forcent à quitter leurs terres. En mars, Inter Pares a reçu une subvention de trois ans du Centre de recherches pour le développement international (CRDI) pour étudier le processus et l'impact de l'acquisition à grande échelle de terres en Afrique de l'Ouest. Ce projet de recherche-action sera réalisé en collaboration avec l'Université de Montréal et un homologue d'Inter Pares, COPAGEN, une coalition ouest-africaine qui se consacre à la protection et à la promotion d'une agriculture biodiversifiée et à petite échelle. Les recherches seront menées par des leaders paysans et groupes citoyens dans neuf pays d'Afrique de l'Ouest; elles donneront aux agriculteurs et aux pasteurs de meilleurs outils pour défendre leurs terres et leurs moyens de subsistance.

En avril, Inter Pares a accueilli deux représentants de la Sudanese Organization for Research and Development (SORD). À Ottawa, ils ont discuté avec des parlementaires de la situation des droits des femmes et des jeunes au Soudan et

consolidé les relations avec des groupes de la société civile canadienne. Asha El-Karib, directrice générale de SORD, a rencontré des membres de la communauté soudanaise d'Ottawa ainsi que des organisations d'Ottawa et de Toronto qui se penchent sur la problématique de la violence contre les femmes. Cette visite a permis de forger des rapports solides entre les diverses organisations qui ont examiné les perspectives et stratégies permettant de surmonter des obstacles similaires. Pour Mohamed Abdelgader, coordonnateur du forum jeunesse de SORD, la visite était une importante occasion d'apprentissage : rencontres avec de jeunes militantes et militants canadiens, prise de connaissance de leurs défis et de leurs préoccupations et présentation de ceux des jeunes Soudanais. Mohamed Abdelgader est rentré dans son pays, plein d'enthousiasme et la tête remplie d'idées pour de nouvelles activités pour pousser plus loin la formation et l'autonomisation de jeunes leaders de toutes origines ethniques dans le cadre des activités du forum jeunesse.

Asie



Inscription d'un nouveau-né à la Clinique Mae Tao.

Située à Mae Sot en Thaïlande, la Clinique Mae Tao est un homologue de longue date d'Inter Pares; elle prodigue des soins de santé aux personnes d'origine birmane qui subissent les conséquences d'un conflit qui s'éternise, des déplacements forcés qui s'ensuivent, et ne reçoivent aucune assistance des autorités birmanes. L'année dernière, la Clinique Mae Tao et ses cliniques satellites ont traité plus de 140 000 cas. La malaria, l'une des principales causes de mortalité en Birmanie, fut l'une des maladies les plus importantes et les plus répandues traitées dans ces cliniques. Près de 70 % des personnes soignées pour un cas de malaria dans les cliniques en Thaïlande ont traversé la frontière en provenance de Birmanie. Au cours des deux dernières années, on a constaté un net recul de cette maladie; il serait dû, en partie, aux efforts des homologues d'Inter Pares présents dans la zone frontalière. Autre cause de réjouissance : le nombre important d'enfants nés au monde à la Clinique Mae Tao l'année dernière soit 3000 naissances – une moyenne de sept naissances par jour. La Clinique Mae Tao délivre un certificat de naissance de chaque enfant né à la clinique; ceux qui naissent à l'extérieur peuvent aussi en obtenir un grâce à un programme

partenaire. L'enregistrement est essentiel pour éviter les tracasseries causées par la naissance d'un enfant apatride. Dorénavant, grâce au programme d'enregistrement des naissances de la Clinique Mae Tao, presque tous les nouveau-nés possèdent leur propre certificat.

Au Bangladesh, Nijera Kori a assisté les paysans sans terre dans la cueillette de données sur la mise en œuvre d'un programme gouvernemental d'emploi pour les pauvres. Les membres ont effectué une enquête à domicile pour vérifier l'exactitude des informations fournies par les pouvoirs publics en vertu de la Loi sur le droit à l'information. De nombreux cas de corruption ont été mis à jour en comparant les données présentées par les responsables publics aux réponses des bénéficiaires. Pour dénoncer cette situation, Nijera Kori a organisé un tribunal public auquel ont assisté 3 000 personnes et au cours duquel les pauvres ont présenté les faits et les responsables publics ont été invités à justifier leurs actes dans une opération publique de reddition de comptes. Ce tribunal a retenu l'attention des médias nationaux tandis que la banque chargée de l'administration du programme a accepté d'introduire des changements dans les procédures de mise en œuvre pour éliminer les risques de corruption. Le gouvernement a aussi procédé à une enquête et accepté d'inclure des représentants des sans-terre dans les comités de gestion des programmes à l'avenir.

En janvier, Inter Pares a organisé, en Inde, un passionnant échange Sud-Sud qui a

regroupé des militantes et militants du Canada, de l'Inde, du Bangladesh, de Birmanie et des Philippines, ainsi que d'autres venus d'Afrique de l'Ouest – du Bénin, du Burkina Faso et de la Côte d'Ivoire. Ils ont discuté de leur expérience de travail auprès de petits agriculteurs pour promouvoir l'agriculture écologique, sensibiliser aux dangers inhérents aux cultures génétiquement modifiées et critiquer l'emprise du secteur industriel sur l'agriculture. Le succès de cet échange s'est traduit par une série d'initiatives et d'actions concrètes telles que la décision de créer le réseau du millet en Afrique de l'Ouest. La COPAGEN, Coalition pour la protection du patrimoine génétique africain, en Afrique de l'Ouest et la Deccan Development Society (DDS), en Inde, œuvreront ensemble pour élargir la promotion de la production biodiversifiée du millet en Afrique de l'Ouest ainsi que le champ d'action contre le coton génétiquement modifié. La Bangladesh Environmental Lawyers Association (BELA) a décidé d'inscrire la question de l'introduction des cultures génétiquement modifiées à son programme d'activités; elle invitera à Dhaka des collègues de Third World Network des Philippines pour renforcer les capacités des organisations bangladaises dans ce domaine. Ayant constaté ce qui pouvait arriver lorsque les entreprises s'approprient la production agricole au détriment des paysans, les organisations birmanes sont à pied d'œuvre pour que cela ne se produise pas en Birmanie où le combat s'était jusqu'à présent axé sur la survie et la défense des droits de la personne.



Médecins protestant contre la réduction des services de santé pour les personnes réfugiées.

Elie Wiesel, militant et survivant de l'Holocauste, a récemment déclaré : « Aujourd'hui, comme hier, une nation est jugée en fonction du traitement qu'elle accorde aux réfugiés ». Il s'exprimait ainsi par solidarité avec ceux et celles qui protestent contre les coupures affectant le Programme fédéral de santé intérimaire du Canada. Cette mesure prive de nombreux réfugiés, qui fuient guerres et persécutions, des soins de santé de base comme cela était le cas depuis la Seconde Guerre mondiale. La Coalition canadienne de la santé (CCS), homologue d'Inter Pares, estime que ces coupures ne montrent pas seulement que le gouvernement fédéral manque à son

Canada

engagement de préserver le régime de soins de santé universel au Canada mais qu'elles sont aussi une menace à la santé publique. La CCS soutient la campagne réclamant l'annulation des coupures. En fournissant information et appui stratégique au mouvement citoyen conduit par des médecins et autres militants, la CCS a favorisé des actions essentielles à la sensibilisation du public; elle a, notamment, participé à une journée d'action nationale couronnée de succès.

Au cours de l'année écoulée, Inter Pares a joué un rôle crucial pour consolider Sécurité alimentaire Canada (SAC) en tant que porte-parole sur les questions liées à la sécurité alimentaire et à la modification du régime alimentaire au Canada. En consacrant ses ressources matérielles et humaines, Inter Pares a contribué à l'évolution de SAC : d'un petit groupe de bénévoles dévoués, c'est aujourd'hui une organisation nationale solide qui compte sur une équipe de cinq personnes. En avril, pour fêter l'anniversaire du lancement de

la Politique alimentaire populaire, SAC a participé à l'organisation de rencontres entre les membres de la société civile et le Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation, dans diverses parties du Canada. SAC a profité de la visite médiatisée du Rapporteur pour braquer les projecteurs sur le nombre croissant de cas de faim chronique au Canada, notamment dans le Nord, et sur la nécessité d'adopter une politique alimentaire nationale globale axée sur les besoins de l'ensemble de la population.

Dans une autre veine et étant donné les preuves indiquant l'existence de problèmes de plus en plus nombreux concernant les organismes génétiquement modifiés (OGM), le Réseau canadien d'action sur les biotechnologies (RCAB), un homologue d'Inter Pares, a continué de militer pour l'interdiction des OGM. L'année dernière, le RCAB a coordonné, avec succès, une campagne pour l'arrêt de la commercialisation du porc génétiquement modifié connu sous le nom « d'Enviropig ».

Le travail d'Inter Pares est possible grâce à l'appui de milliers de partisans et de partisanes d'un bout à l'autre du Canada et à l'aide financière du gouvernement canadien, versée par l'entremise de l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Inter Pares est profondément reconnaissante de l'appui et de la confiance qui nous sont accordés.

Inter Pares, 221, av. Laurier Est, Ottawa (Ontario), Canada K1N 6P1
Organisme de charité enregistré (NE) 11897 1100 RR000 1

Tél. 613 563-4801 ou 1 866 563-4801 (sans frais)
Télé. 613 594-4704 | info@interpares.ca | www.interpares.ca